

Première Synthèses

Informations

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2005

UN PRINTEMPS AU RALENTI

La croissance économique s'affaiblit au 2^{ème} trimestre de 2005 (+0,1 %), en raison notamment d'un tassement de la demande interne. Ce ralentissement de l'activité pèse sur l'emploi salarié des secteurs marchands non-agricoles, qui n'augmente que de +5 000 personnes ce trimestre. Les créations d'emploi montrent notamment des signes de faiblesse dans le tertiaire qui ne gagne que +16 000 postes. L'industrie continue de détruire des emplois (-24 000) tandis que la construction, particulièrement vigoureuse, conjugue fortes créations d'emploi (+13 000) et dynamisme persistant des salaires. Les dispositifs d'emplois non-marchands aidés du Plan de cohésion sociale montent en charge progressivement. Au final, l'emploi total stagne au 2^{ème} trimestre 2005. Ceci n'empêche pas un repli du chômage (-27 000 demandeurs d'emploi au sens du BIT), comme dans l'ensemble de la zone euro.

La croissance connaît un printemps difficile

Au 2^{ème} trimestre de 2005, le PIB continue de ralentir: +0,1 % par rapport au trimestre précédent, après +0,4 % au 1^{er} trimestre et +0,6 % au dernier trimestre de 2004. En glissement annuel, le PIB augmente de 1,3 % au 2^{ème} trimestre 2005.

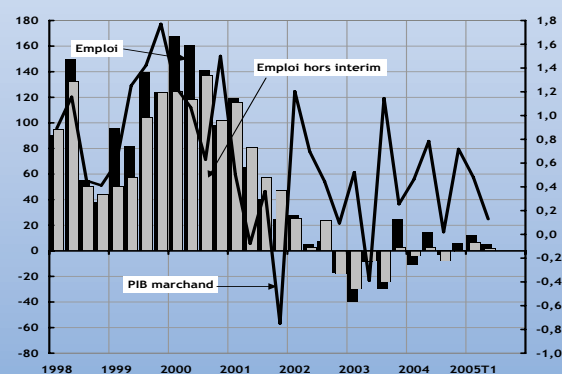
Le ralentissement du 2^{ème} trimestre tient essentiellement à un tassement de la demande

interne hors stocks, après deux trimestres de forte croissance et la bonne tenue des dernières années. La consommation privée se replie (-0,2 %), en lien avec la faiblesse du marché du travail et la hausse du prix du pétrole qui pèsent sur le pouvoir d'achat des ménages, et ce malgré une inflation qui reste contenue. L'investissement des entreprises se replie également (-1,0 %), le climat se dégradant dans l'industrie au printemps, interrompant la reprise amorcée depuis début 2003.

Graphique 1
Emploi et PIB marchands non-agricoles

Variation trimestrielle en milliers

t / (t-4) En pourcentage

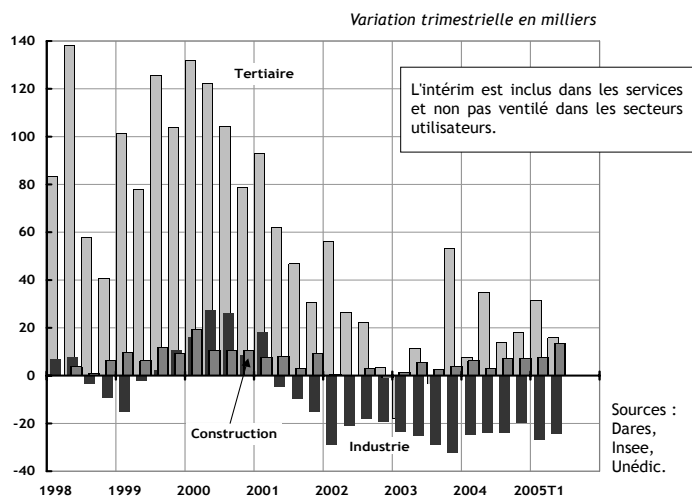


Sources :
Dares, Insee
(base 2000),
Unédic.



Emploi sur l'échelle de gauche et PIB sur l'échelle de droite.

Graphique 2
Emploi salarié des secteurs marchands non-agricoles



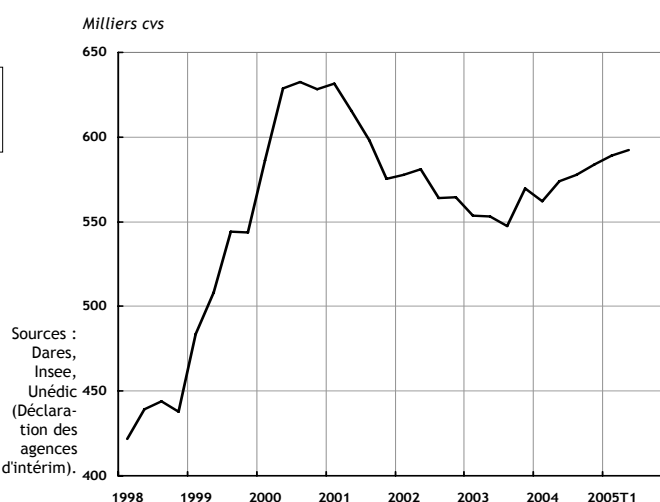
Avec le repli soudain de la demande interne, les entreprises reconstituent leurs stocks, ce qui contribue pour 0,3 point à la croissance du 2^{ème} trimestre. Alors que les importations restent dynamiques (+1,1 % sur le trimestre), la stabilisation de la parité euro-dollar favorise les exportations. Leur redressement limite la contribution négative du commerce extérieur à la croissance: -0,1 point ce trimestre.

Cette faiblesse de la croissance en France s'inscrit dans une conjoncture européenne qui reste difficile. Dans la zone euro, le PIB croît de +0,3 % au 2^{ème} trimestre, en lien avec la hausse du prix du pétrole et la faiblesse persistante de l'emploi, notamment en Allemagne et en Italie.

Le ralentissement de l'activité pèse sur l'emploi

Au 2^{ème} trimestre de 2005, le ralentissement de l'activité économique se poursuit. Cela se répercute sur l'emploi salarié marchand qui ne crée que +5 000 postes, dont +3 000 intérimaires (graphiques 1 et 3). Au 1^{er} trimestre, +12 000 emplois supplémentaires avaient été pourvus. Toutefois, la création d'emplois est plus forte sur l'ensemble du 1^{er} semestre de 2005 (+17 000) que sur la même période en 2004 (+3 000), reflète

Graphique 3
Emploi intérimaire



retardé du rebond de la croissance en 2004.

Le retournement à la baisse de la conjoncture industrielle initié au début de 2005 se confirme au 2^{ème} trimestre et l'emploi dans le secteur s'en ressent: il perd -24 000 postes au 2^{ème} trimestre 2005, soit un repli de -2,4 % en glissement annuel, un rythme proche de celui observé depuis la mi-2003. Sur le 1^{er} semestre, l'industrie supprime plus de postes en 2005 qu'en 2004 (-51 000 contre -44 000), en liaison avec une conjoncture industrielle moins favorable (graphique 2).

Dans la construction, l'emploi continue de progresser fortement: +13 000 postes sur le trimestre, soit la plus forte création d'emplois depuis plus de cinq ans. Sur le semestre, +21 000 emplois sont créés. Cette progression tient pour l'essentiel au dynamisme persistant de l'investissement en logement (+1,1 % sur le trimestre), le marché immobilier restant orienté à la hausse.

Au 2^{ème} trimestre 2005, le ralentissement de la création d'emplois salariés provient surtout du tertiaire qui pâtit du tassement de l'activité. Hors intérim, le secteur tertiaire augmente ses effectifs de +13 000 postes, contre +26 000 au trimestre précédent. Le commerce notam-

ment perd des emplois et les services aux particuliers en crée deux fois moins qu'au 1^{er} trimestre.

L'emploi total reste stable au 2^{ème} trimestre 2005: +1 000. En effet, la croissance s'affaiblit et le nombre d'emplois aidés dans le secteur non-marchand continue de diminuer (-12 000 emplois). Sur un an, l'emploi total progresse de +0,1 % au 2^{ème} trimestre 2005 contre -0,1 % en 2004 (tableau 1).

Des gains de productivité en repli

Depuis la mi-2003, la reprise de l'activité est accompagnée d'une stagnation de l'emploi, ce qui a permis aux entreprises de dégager de forts gains de productivité par tête. Au 2^{ème} trimestre 2005, la productivité ralentit, du fait de la faiblesse de la croissance (graphique 4). La productivité par tête augmente cependant de +1,2 % en glissement annuel au 2^{ème} trimestre, après +1,9 % en 2004 et +1,6 % en 2003. Dans l'industrie, les gains de productivité se replient, rejoignant la tendance de long terme. Ils sont en baisse dans la construction, faisant écho à l'accélération de l'emploi. Les gains de productivité restent forts dans le tertiaire, confirmant la tendance observée depuis plusieurs trimestres dans ce secteur.

Tableau 1
De l'emploi salarié des secteurs marchands à l'emploi total

Milliers / cvs	2005		2004				2005				2004	2005
	T2	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance	T/(T-4)	
	Niveau		Variation trimestrielle								En %	
Secteurs marchands (1)	15 427	-11	14	-3	6	12	5				0,0	0,1
Dont Industrie	3 811	-25	-24	-24	-20	-27	-24				-2,7	-2,4
Construction	1 324	6	3	7	7	8	13				1,2	2,7
Tertiaire	10 292	8	35	14	18	32	16				0,9	0,8
dont intérim	592	-8	12	4	6	5	3				3,7	3,2
Non-marchand aidé (2)	253	-40	-24	-22	-5	-26	-12				-26,2	-20,6
Autres (3)	8 975	39	28	30	14	9	9				1,1	0,7
Emploi total	24 655	-12	18	4	15	-6	1				-0,1	0,1

Sources :
Dares, Insee,
Unédic.

(1) Secteurs marchands non agricoles (EB-EP).

(2) Contrats emploi solidarité (CES), contrats emploi consolidé (CEC), emploi jeunes, revenu minimum d'activité (RMA), contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) et contrats d'avenir (CA).

(3) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non-aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, non-salariés de tous secteurs.

Ce maintien de gains de productivité élevés laisse des marges de manœuvre aux entreprises pour une progression des salaires de base. Au 2^{ème} trimestre de 2005, le salaire mensuel de base se maintient ainsi sur un glissement annuel proche de +2,6 % (tableau 2). Il reflète la vigueur de l'activité et les difficultés de recrutement dans le secteur. L'écart entre les salariés de la construction et ceux des autres secteurs d'activité se creuse: le salaire mensuel progresse de +3,6 % en glissement annuel dans le secteur de la construction. Cet écart de rémunération résulte directement des différences sectorielles de rythme d'activité.

Dans le cadre de la convergence des minima salariaux, les rémunérations minimales ont été revalorisées à deux reprises en juillet 2003 et juillet 2004. Ces revalorisations se sont diffusées dans l'ensemble de l'échelle des

salaires. Deux raisons qui expliquent que les salaires de base soient restés dynamiques sur la période récente (1).

L'inflation est stable ce trimestre (+1,6 % en glissement annuel), confirmant la baisse initiée à la mi-2004 malgré la hausse des prix de l'énergie. Les salaires de base ont donc gagné en pouvoir d'achat au 2^{ème} trimestre 2005 (+1,0 %, graphique 5). Si le revenu des ménages pâtit de faibles gains de pouvoir d'achat de la masse salariale, c'est donc d'abord du fait de l'emploi.

Malgré le ralentissement de la conjoncture, les difficultés de recrutement continuent de progresser dans tous les domaines professionnels (graphique 6).

(1) - Une nouvelle revalorisation importante des rémunérations minimales est également intervenue en juillet 2005, avec la dernière étape du processus de convergence.

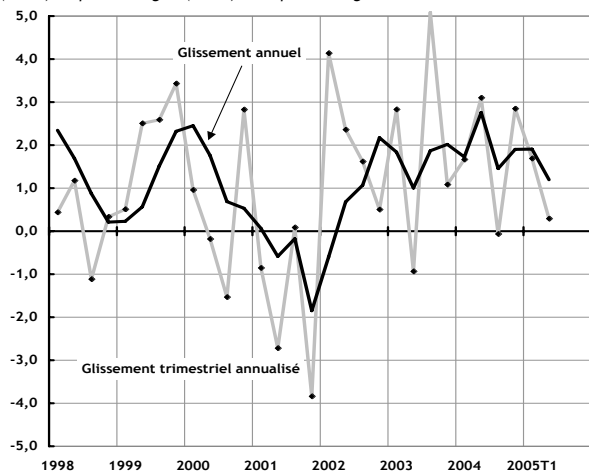
Elles continuent d'augmenter nettement dans la construction où l'emploi reste vigoureux depuis plusieurs trimestres, mais aussi dans l'industrie. Leur progression reste plus modérée dans le tertiaire.

Un trimestre de transition vers les nouveaux contrats du Plan de cohésion sociale

Le paysage des dispositifs spécifiques des politiques de l'emploi se modifie profondément depuis début 2005 avec la transition vers les nouveaux contrats du Plan de Cohésion Sociale (PCS). Au 1^{er} trimestre, le *Contrat Emploi Consolidé* et les *Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi* ont disparu. En mai prennent fin le *Contrat Emploi Solidarité* au profit du *Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi* (CAE) et du *Contrat d'Avenir* (CA) pour le secteur non-marchand; le *Contrat*

Graphique 4
Productivité par tête

(T/T-4) en pourcentage - (T/T-1)x4 en pourcentage

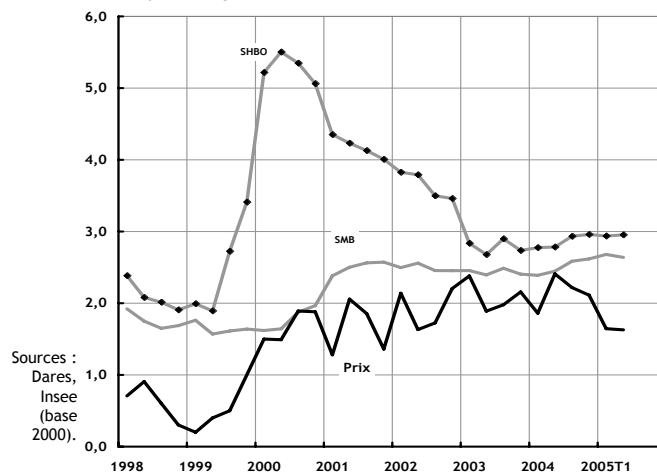


Sources :
Dares,
Insee
(base
2000),
Unédic.

Champ : Secteurs marchands non-agricoles.

Graphique 5
Salaires et prix

T/T-4 en pourcentage



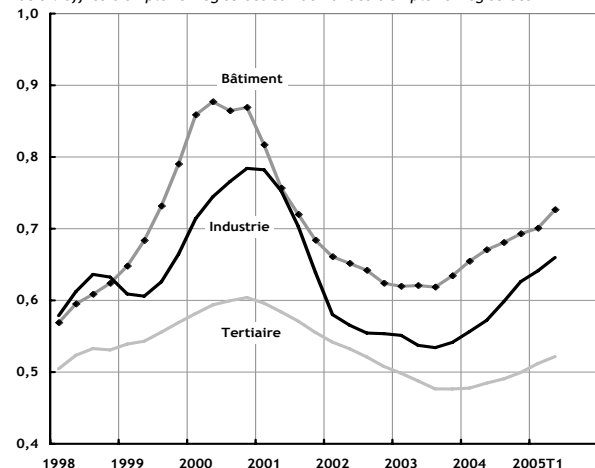
Sources :
Dares,
Insee
(base
2000).

Initiative Emploi (CIE) est remplacé par le nouveau CIE dans le secteur marchand. Dans cette période de transition, le nombre total d'entrées dans les dispositifs spécifiques de politiques de l'emploi est en retrait au 2^{ème} trimestre 2005 (330 000) par rapport au même trimestre de 2004 (374 000). Le nombre total de bénéficiaires recule (-32 000). Cette baisse est comparable à celle observée il y a un an (-31 000, tableau 3).

Dans le secteur non-marchand, la transition est progressive et conduit à une baisse temporaire des entrées: 64 000 au 2^{ème} trimestre de 2005 pour l'ensemble des contrats, anciens et nouveaux, contre 85 000 un an auparavant. Les *Contrats d'Avenir* et les *Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi* montent en charge graduellement au 2^{ème} trimestre, un rythme encore insuffisant pour compenser l'arrivée à terme des CEC et CES. Au total, le nombre de bénéficiaires des contrats aidés du secteur non-marchand a baissé de -66 000 entre juin 2004 et juin 2005.

Graphique 6
Difficultés de recrutement

Ratio : offres d'emploi enregistrées sur demandes d'emploi enregistrées



Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité.

Dans le secteur marchand, la prise de relais se fait plus facilement avec des entrées en nouveaux CIE très dynamiques. Les entrées dans le dispositif de *Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise* restent un peu plus faibles que celles enregistrées un an auparavant: 11 000 contre 14 000. La formation en alternance a aussi connu une réforme récente avec l'apparition fin 2004 d'un contrat unique, le *Contrat de Professionnalisation*. Les entrées dans ce nouveau contrat se sont accélérées au 2^{ème} trimestre 2005 (14 000 après 10 000 au 1^{er} trimestre); elles sont du même ordre que pour l'ancien *Contrat de Qualification* qui est proche mais restent en deçà du volume qui prévalait en incluant aussi les deux autres anciens contrats (*Contrat d'Orientation* et *Contrat d'Adaptation*), qui étaient moins exigeants pour l'employeur. Les entrées en apprentissage se portent bien (18 000 contre 14 000 un an plus tôt), en dépit d'une conjoncture moins porteuse qu'au 1^{er} semestre 2004.

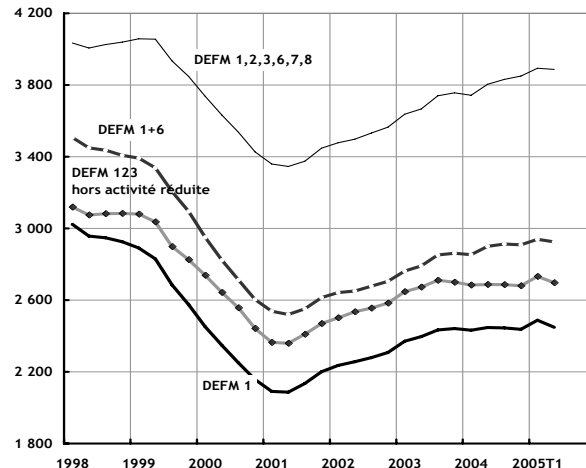
Le nombre de bénéficiaires des dispositifs de préretraites continue de diminuer, trimestre après trimestre, conséquence de la baisse des entrées dans l'ensemble des dispositifs. Entre juin 2004 et juin 2005, il baisse ainsi de 74 000 à 68 000 personnes. Les conditions d'accès aux dispositifs de préretraites ont en effet été durcies en 2003 avec la réforme des retraites, en cohérence avec les objectifs du Plan National d'Action pour l'Emploi qui visent à favoriser le maintien des plus âgés sur le marché du travail. Sur un an, cette baisse du nombre de préretraités est plus que compensée par la hausse du nombre de bénéficiaires de Dispenses de Recherche d'Emploi: +10 000 entre juin 2004 et juin 2005.

Le chômage en baisse

Le nombre de chômeurs au sens du BIT baisse de -27 000 au 2^{ème} trimestre de 2005, ce qui ramène le taux de chômage à 10,1 % de la population active à la fin du mois de juin. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 (DEFM1) recule éga-

Graphique 7
Demandeurs d'emploi par catégories

Milliers cvs



Sources : Dares, ANPE.

Tableau 2
Évolutions des salaires de base et des prix

	2004				2005				2004	2005
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)	%
	Variation trimestrielle en %									
Salaires	Variation trimestrielle en %									
Salaires	Variation trimestrielle en %									
Salaires	Variation trimestrielle en %									
Salaires	Variation trimestrielle en %									
Prix	Variation trimestrielle en %									

Sources : Dares, Insee.

Tableau 3
Entrées et stocks de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

France métropolitaine, données en fin de trimestre	2005		2004			2005				2004	2005	
	T2	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Entrées												
Données brutes, Milliers et %	Entrées du trimestre										Flux T/(T-4) en %	
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	164	109	150	248	143	103					17,4	-5,7
<i>Dont</i> : Abaissement de coûts salariaux		53	48	48	47	47	49				16,3	2,2
<i>Dont</i> : Abattement temps partiel		0	0	0	0	0	0					
Contrat initiative emploi (ancienne formule)		27	26	19	21	24	15					
Contrat initiative emploi (PCS)		0	0	0	0	0	14					
Soutien à l'emploi des jeunes en entreprise		17	14	21	16	14	11					
Formations en alternance		93	41	83	183	76	32				6,4	-22,7
Contrat d'apprentissage		52	14	52	120	51	18					
Contrats de qualification et assimilés (2)		41	27	31	62	18	3					
Contrat de professionnalisation		0	0	0	1	10	14					
Emplois aidés dans le secteur non-marchand	89	85	73	98	78	64					-12,2	-24,9
<i>Dont</i> : CES - CEC (3)		83	81	69	92	74	52					
Contrats emploi jeunes		5	4	4	5	3	2					
Contrats d'avenir		0	0	0	0	0	1					
Contrats d'accompagnement dans l'emploi		0	0	0	0	0	9					
Formation des demandeurs d'emplois	147	151	141	160	143	135					-2,4	-10,3
<i>Dont</i> : Stages d'insertion et de formation à l'emploi (a)		13	20	12	26	5	1					
Retraits d'activité	35	28	30	28	32	27					-5,7	-4,0
<i>Dont</i> : Dispenses de recherche d'emploi		29	24	25	23	26	24					
Ensemble (4)	434	374	394	534	396	330					-0,3	-11,8
<i>Trajet d'accès à l'emploi - TRACE (4)</i>		0	0	0	0	0	0					
Stocks de bénéficiaires												
Données cvs - Milliers et %	Stock	Variations trimestrielles des stocks								Stock T/(T-4) en %		
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	1 081	13	-4	-10	-1	-5	-1				-5,1	-1,5
<i>Dont</i> : Abaissement de coûts salariaux	486	0	-8	-6	-3	1	4				-14,6	-0,9
Abattement temps partiel	75	-15	-14	-12	-11	-10	-9					
Contrat initiative emploi (ancienne formule)	151	8	6	2	2	4	-6					
Contrat initiative emploi (PCS)	14	0	0	0	0	0	14					
Soutien à l'emploi des jeunes en entreprise	124	7	2	6	7	6	3					
Formations en alternance	524	8	-1	-8	-1	-9	-5				1,1	-4,1
Contrat d'apprentissage	363	7	1	0	-3	3	7					
Contrats de qualification et assimilés (2)	142	1	-2	-8	1	-19	-23					
Contrat de professionnalisation	25	0	0	0	1	10	14					
Emplois aidés dans le secteur non-marchand	253	-40	-24	-22	-5	-13	-26				-26,2	-20,6
<i>Dont</i> : CES - CEC (3)	166	-14	-12	-14	0	-7	-28					
Contrats emploi jeunes	76	-26	-12	-9	-6	-6	-8					
Contrats d'avenir	1	0	0	0	0	0	1					
Contrats d'accompagnement dans l'emploi	9	0	0	0	0	0	9					
Formation des demandeurs d'emplois	232	-6	2	0	-1	-5	-3				-1,8	-3,5
<i>Dont</i> : Stages d'insertion et de formation à l'emploi (a)	2	-8	1	-1	-1	-7	-5					
Retraits d'activité	473	-5	-6	7	3	-2	-3				0,6	1,0
<i>Dont</i> : Dispenses de recherche d'emploi	406	-1	-3	8	4	-1	-1					
Ensemble (4)	2 041	-38	-31	-26	-4	-24	-32				-7,6	-4,0

Sources :
Dares, CNASEA,
ANPE, Unédic,
Ministère de
l'Éducation
Nationale, Ministère
de l'Intérieur.

(1) Y compris insertion par l'économie et aide à la création d'emploi et d'activité.

(2) Contrat de qualification, d'adaptation ou d'orientation. Au 1er semestre de 2005, des délais d'enregistrement expliquent que des entrées sont encore observées en contrat de qualification et d'adaptation.

(3) Contrat emploi-solidarité et Contrat emploi consolidé.

(4) Le total général ne comprend ni TRACE ni CIVIS accompagnement, ces dispositifs regroupant des bénéficiaires passés dans diverses mesures. Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches ou des contrats signés, sauf : (a) entrées en stage.

Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures.

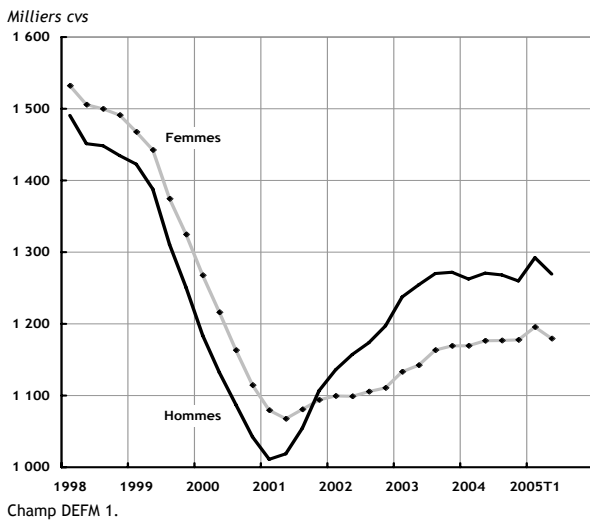
lement nettement: -39 000 (graphique 7). Les hommes bénéficient un peu plus de cette baisse du chômage que les femmes: respectivement -23 000 et -16 000 (graphique 8). Le chômage de longue durée se replie ce trimestre pour la première fois depuis le début 2004: -11 000 (tableau 4).

Les entrées sur les listes de demandeurs d'emploi de catégorie 1 augmentent de +53 000 au 2^{ème} trimestre: cette hausse

est notamment liée à celle des fins de contrats à durée déterminée et de missions d'intérim (à hauteur de +15 000) et à celle des premières entrées (+8 000) qui étaient en repli les deux trimestres précédents. Les entrées au chômage pour motif de licenciement économique continuent elles de se replier (graphique 10). Les Plans de Sauvegarde de l'Emploi sont également en net recul ce trimestre par rapport à 2003 et 2004.

Les sorties du chômage (+82 000) augmentent cependant plus fortement que les entrées, ce qui aboutit à la baisse du nombre de demandeurs d'emploi (graphique 9). Les créations d'emploi salarié, la montée en charge progressive des nouveaux contrats aidés du Plan de Cohésion Sociale et le dynamisme persistant des départs anticipés en retraite pour carrière longue n'expliquent qu'une partie de l'amélioration sur le front du chômage.

Graphique 8
Demandeurs d'emploi par sexe



Le nombre de demandeurs d'emploi est ainsi un peu plus bas au 2^{ème} trimestre que ce que suggèrent les seules estimations de l'emploi et de la population active. Symétriquement, il aurait été un peu trop élevé en début d'année. Cet écart fluctuant d'un trimestre à l'autre pourrait refléter les fluctuations des sorties des listes de l'ANPE pour absence au contrôle et, dans une moindre mesure, pour radiation. Au 2^{ème} trimestre, un mouvement de correction pourrait s'être opéré après un début d'année marqué par une baisse relative de ces motifs de sortie. Le motif d'absence au contrôle correspond au cas où un demandeur d'emploi n'actualise

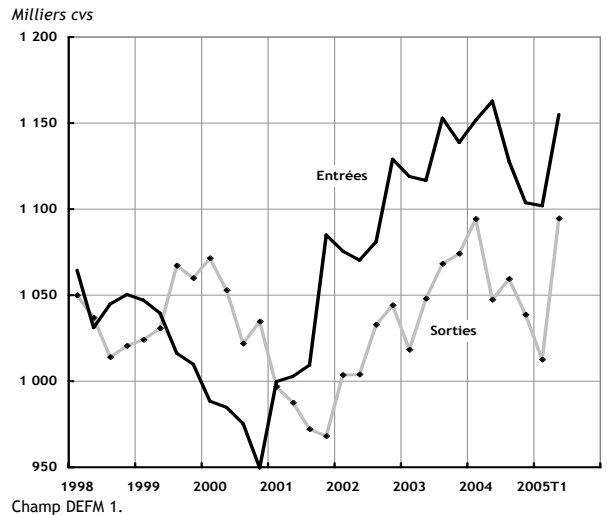
pas dans les délais sa situation vis-à-vis de l'ANPE, notamment parce qu'il a pu reprendre un emploi.

Baisse de la population active et du chômage en zone euro

Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite baisse ce trimestre, alors qu'il s'était tassé en début d'année (graphique 11). Toutefois, convertie en équivalents-temps-plein, l'activité réduite reste en hausse, comme l'intérim.

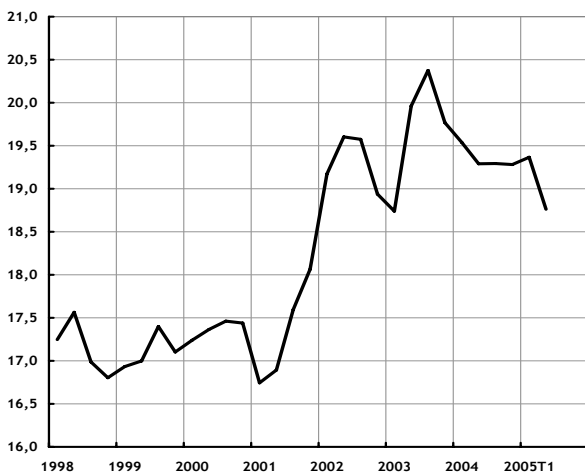
La croissance de la zone euro faiblit aussi légèrement au 2^{ème} trimestre de 2005 (+0,3 % par rapport au trimestre précé-

Graphique 9
Entrées et sorties de demandeurs d'emploi



dent, après +0,4 % au 1^{er} trimestre), atteignant +1,1 % en glissement annuel. Ce ralentissement au niveau de la zone est l'écho de ceux observés en France et plus nettement en Allemagne. Le PIB allemand stagne à +0,0 % ce trimestre, après la très forte hausse du 1^{er} trimestre (+0,8 %), entièrement due aux échanges extérieurs. Cette faiblesse de la croissance n'empêche pas le repli du chômage, dans un contexte où la population active est en net recul au 2^{ème} trimestre (-0,6 %). Le taux de chômage de la zone euro recule en effet à 8,7 % fin juin et celui de l'Allemagne à 9,6 % (graphique 12). Ce recul du chômage en Allemagne met fin à la

Graphique 10
Licenciement ou sortie d'un PAP anticipé



Entrées en catégorie 1 suite à un licenciement économique ou individuel, ou bien en raison de la sortie d'un PAP anticipé, en % du total des entrées au chômage.

Graphique 11
Demandes d'emploi et activité réduite

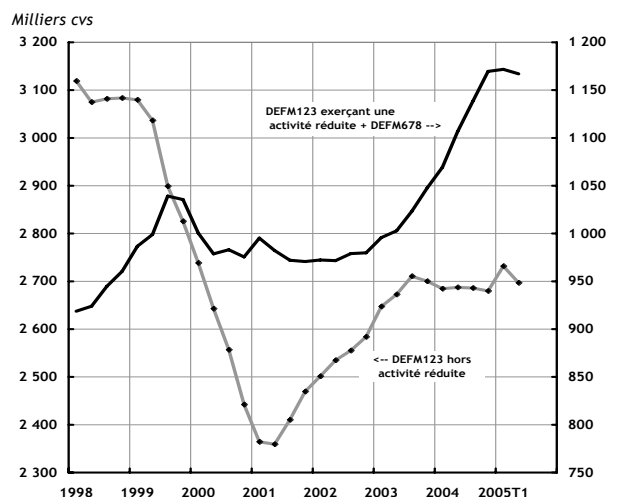


Tableau 4
Demandeurs d'emploi par catégories et selon l'ancienneté au chômage

Milliers / cvs / Fin de trimestre	2005		2004				2005				2004	2005
Catégorie	Niveau	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance	T/(T-4)	
										%		
DEFM 1	2 449	-9	15	-2	-8	50	-39			2,1	0,1	
DEFM 1+6	2 925	-7	46	13	-5	31	-14			3,9	0,8	
DEFM 1+2+3 hors AR	2 697	-16	3	-1	-6	52	-35			0,5	0,4	
DEFM 1+2+3+6+7+8	3 887	-13	61	27	18	43	-6			3,8	2,2	
Taux de chômage BIT (pt de %)		10,0	10,0	10,0	10,0	10,2	10,1			0,2	0,1	
Chômeurs longue durée de catégorie 1												
1 à 2 ans d'ancienneté	466	-11	3	11	-1	9	-3			1,0	3,5	
2 à 3 ans d'ancienneté	172	1	3	6	7	12	-9			7,1	9,5	
Plus de 3 ans d'ancienneté	127	0	1	1	1	5	2			-1,4	7,8	
Ensemble des CLD	765	-10	7	17	7	25	-9			1,9	5,5	

Sources :
Dares,
ANPE.

Les demandes d'emploi de catégories 1 à 3 recensent les personnes n'ayant pas exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, et qui souhaitent un contrat à durée indéterminée à temps plein (catégorie 1), à durée indéterminée à temps partiel (catégorie 2) ou à durée déterminée (catégorie 3). De façon analogue, les demandes d'emploi de catégorie 6 à 8 recensent les personnes ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, selon le type de contrat envisagé : CDI à temps plein (catégorie 6), CDI à temps partiel (catégorie 7) ou CDD (catégorie 8).

montée observée en début d'année: avec la mise en œuvre de la loi Hartz IV, les anciens bénéficiaires de l'aide sociale avaient dû s'inscrire au chômage, gonflant d'autant le volume de demandeurs d'emploi. Les sorties du chômage pour accéder à une formation ou un emploi subventionné (« emploi à un euro ») expliquent une large part du recul du chômage au 2^{ème} trimestre. Malgré cette baisse du chômage et en dépit des réformes engagées, le marché de l'emploi allemand reste très affaibli, en particulier dans les Länder de l'Est.

En Espagne, la croissance est nettement plus favorable:

+3,4 % en glissement annuel après +3,3 % au trimestre précédent. Le taux de chômage poursuit son repli amorcé depuis deux ans. Il s'établit désormais au niveau des taux allemand et français, auxquels il était supérieur de plus de 2,5 points début 2003.

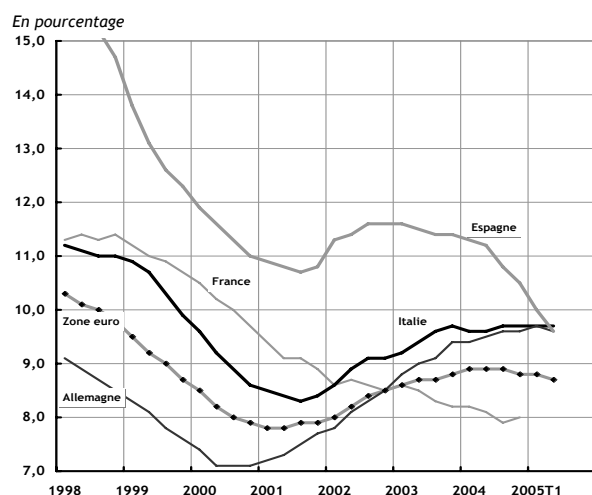
Le ralentissement de la conjoncture au Royaume-Uni s'accompagne d'un repli de l'emploi salarié de -0,6 % en rythme annualisé au 2^{ème} trimestre. Il en résulte une légère remontée du taux de chômage à 4,7 %, après une période de stagnation à 4,6 % depuis mi-2003 (graphique 13).

La reprise économique se poursuit au Japon au 2^{ème} trimestre (+0,8 %) après le rebond du début d'année (+1,4 %). Elle s'appuie sur l'investissement privé et la consommation des ménages. Dans ce contexte, la légère amélioration du marché du travail au 2^{ème} trimestre est plutôt encourageante: le taux de chômage recule de 4,6 % fin mars à 4,4 % fin juin.

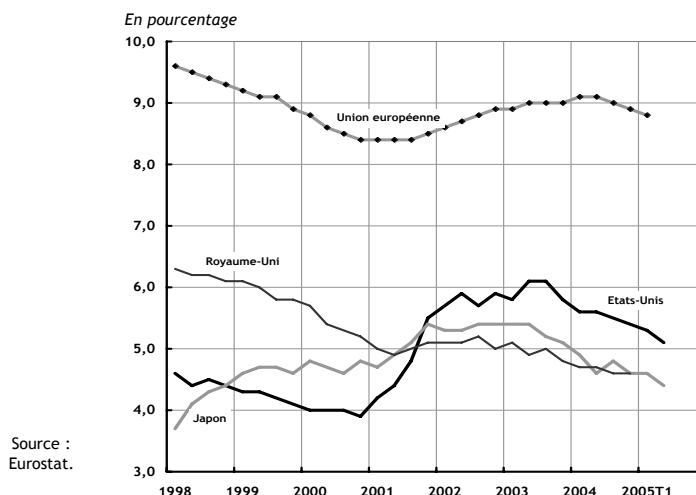
La croissance américaine demeure robuste: +3,6 % en glissement annuel. Dans ce contexte, les créations d'emplois se poursuivent et le taux de chômage continue son reflux.

*Dares

Graphique 12
Taux de chômage en zone euro



Graphique 13
Taux de chômage dans le monde



Source :
Eurostat.

*Cette synthèse conjoncturelle est réalisée à la Dares par une équipe animée par Édouard Fabre et Lucie Gonzalez, composée de :
Nicolas De Riccardis, Jean-Paul Faur, Christine Lagarenne, Marie Leclair, Sandrine Mathern, Géraldine Seroussi, Fabien Toutlemonde et Xavier Viney.

Références

- [1] Fabre, E., De Riccardis, N. [2005] « Évolution de l'emploi salarié au 2^{ème} trimestre 2005 », *Premières Informations*, n° 38.2, septembre.
- [2] De Riccardis, N. [2005] « L'emploi intérimaire au 2^{ème} trimestre 2005 » *Premières Informations*, à paraître.
- [3] Lutinier, B. [2005] « Les mouvements de main d'œuvre au 4^{ème} trimestre 2004: davantage de départs que d'embauches, surtout dans les grands établissements » *Premières Informations*, n° 32.2, août.
- [4] Mathern, S. [2005] « Activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre au 2^{ème} trimestre 2005- Résultats définitifs », *Premières Informations*, n° 39.1, septembre.
- [5] Dares [2005-1] « Le marché du travail en août 2005 » *Premières Informations*, n° 40.1, octobre.
- [6] Dares [2005-2] « Les tensions sur le marché du travail entre janvier 2005 et juin 2005 », *Premières Informations*, à paraître.
- [7] Dares [2005-3] « Le marché du travail à la fin du 2^{ème} trimestre 2005: recul du nombre de demandeurs d'emploi », *Premières Informations*, à paraître.
- [8] Dares [2005-4] « Conjoncture de l'emploi et du chômage au 1er trimestre 2005: Turbulences sur le marché du travail », *Premières Informations*, n° 26.2, juin.
- [9] Acooss [2005] « La masse salariale et l'emploi au 2^{ème} trimestre 2005 » *Acooss Stat - Conjoncture* n° 30, septembre.
- [10] Eurostat [2005] « juillet 2005: Le chômage en baisse dans la zone euro et dans l'UE25 à 8,6 % » *Euro-indicateurs, communiqué de presse* n° 107/2005, septembre.
-

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES
sont édités par le Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement
Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES)
39-43, quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15.
www.travail.gouv.fr (Rubrique Études et Statistiques)
Directeur de la publication : Antoine Magnier.

Téléphone Publications : 01.44.38.22. (60 ou 61) Documentation : 01.44.38.23. (12 ou 14)
Télécopie : 01.44.38.24.43

Réponse à la demande : 01.44.38.23.89

e-mail : dares.communication@dares.travail.gouv.fr

Rédacteur en chef : Gilles Rotman. Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton.

Maquettistes : Daniel Lepesant, Guy Barbut, Thierry Duret.

Conception graphique : Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.

Reprographie : DAGEMO.

Abonnements : *La Documentation française*, 124, rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex.

Téléphone : 01.40.15.70.00 / Télécopie : 01.40.15.68.00

www.ladocumentationfrancaise.fr

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES

Abonnement 1 an (52 n°) : France (TTC) 118 €, CEE (TTC) 124,30 €,

DOM-TOM (HT) : 123 €, hors CEE (TTC) 127 €.

Publicité : Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement

Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.

